

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-affaire-Alberto-Nisman-Bride-courte-pour-les-espions-argentins>

L'affaire Alberto Nisman :« Bride courte pour les espions argentins »

- Argentine -

Date de mise en ligne : vendredi 30 janvier 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans son édition du 28 janvier 2015, le quotidien *The New York Times* a publié un article « [Reining In Argentina's Spymasters](#) » sur l'affaire Nisman, écrit par Horacio Verbitsky. Voici la reproduction du texte intégral.

Le 14 janvier le procureur Alberto Nisman a accusé la présidente Cristina Fernández de Kirchner et son ministre des Affaires étrangères Héctor Timerman d'escamoter la participation qui avait été dénoncée de l'Iran dans une attaque terroriste de 1994.

Nisman a été trouvé mort quatre jours après, quelques heures avant son intervention devant le Congrès, pour exposer ce qu'il avait découvert . Les titres des quotidiens dans le monde entier ont suggéré que le gouvernement avait une quelque responsabilité dans l'une de ces tragédies, ou dans les deux. Je ne le crois pas.

Avant qu'ils ne le trouvent avec une balle dans la tête, Nisman avait enquêté pendant presque une décennie sur la pire attaque terroriste de l'histoire argentine, la destruction du centre communautaire juif de Buenos Aires, qui a tué 85 personnes en juillet 1994. Sa mort a ému tout le pays et elle a détourné l'attention de son écrit accusatoire de 290 feuillets. L'opposition voyait l'audience au Congrès comme une arme contre le gouvernement, tandis que le parti gouvernant se préparait à signaler les points les plus faibles du document.

Les médias distillent les fragments de 5 000 heures d'écoutes téléphoniques, dans lesquels on n'entend pas la présidente ni son ministre des affaires étrangères. De plus les rumeurs pour savoir si Nisman a été assassiné ou s'il s'est suicidé débordent. Madame Kirchner a oscillé entre supposer que c'était un suicide et suggérer que cela ne l'a pas été. En cours d'année électorale, bien qu'elle ne puisse pas être candidate à un nouveau mandat, ces hésitations ne sont pas favorables à son parti.

Laissant les spéculations de côté, il est important de s'interroger sur l'exactitude des charges contenues dans la plainte, qui va en direction de l'Iran. Le document, qui a été publié [en ligne](#), est auto-contradictoire.

D'abord, il accuse Timerman (qui est Juif et qui a été victime de la dictature antisémite qui a séquestré et a torturé son père) de chercher l'annulation des *Notices Rouges* ou des ordres de capture d'INTERPOL contre les accusés iraniens. Ensuite, il cite un enregistrement dans lequel un présumé agent iranien dénonce Timerman avec une insulte antisémite, de ne pas annuler les notices rouges.

Nisman a été critiqué par le même homme dont il faisait l'éloge, l'ex-secrétaire général d'INTERPOL, Ronald K. Noble. L'accusation répète 96 fois que Kirchner et Timerman ont essayé d'obtenir qu'INTERPOL lève les notices rouges contre les accusés iraniens. Mais Noble, qui était le responsable des notices rouges, l'a nié et il a dit que les gouvernants argentins ont persisté dans le sens contraire.

Dans un entretien publié le 18 janvier, Noble a déclaré que « ce que Nisman dit, est faux ». Le même jour Nisman a été trouvé mort.

Il est étrange qu'un procureur avec l'expérience de Nisman ait préparé un document si faible pour formuler des charges aussi sérieuses contre la Présidente et le Ministre des affaires étrangères. Des 290 feuillets du document, seulement deux disent quels délits auraient été commis, sans aucune mention à la doctrine juridique ni à la jurisprudence. C'est pourquoi beaucoup de gens croient que le document n'a pas été écrit par un avocat et que

Nisman a été trompé et utilisé.

Il est plus possible de trouver la clé de cette histoire dans le gouvernement de l'ex-président Carlos Menem que dans l'actuel gouvernement. Menem est d'origine syrienne et avant les élections présidentielles de 1989, il a rencontré à Damas le président Hafez al-Assad, qui lui a offert un appui financier. La participation argentine dans l' « Opération Tempête du désert » contre l'allié de la Syrie, l'Irak, en 1991, a ruiné cette romance. En 1992, l'ambassade d'Israël en Argentine a été détruite et en 1994 la mutuelle juive a explosé.

Des documents secrets déclassés en 2003 ont révélé que le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, avait envoyé en Argentine un envoyé personnel quelques heures à peine après l'attaque de 1994, avec l'intention de mettre au point une version commune des faits pour communiquer à la presse. A ce moment, Rabin faisait face à la pression politique des opposants aux conversations de paix avec les palestiniens à Oslo, qui disposaient pour la première fois de l'approbation syrienne.

Après avoir rencontré Menem, l'envoyé de Rabin a accusé l'Iran de l'attaque. La même semaine, un porte-parole du Département d'État de Washington a été plus loin et a exclu la Syrie de la liste des suspects.

Il a aussi semblé à Menem politiquement convenable d'éviter qu'on regarde vers la Syrie et il a fait tout son possible pour empêcher que l'on enquête sur la piste syrienne, grâce à sa relation préalable avec le gouvernement d'Assad et ses promesses non tenues d'appui diplomatique et de coopération en matière de technologie nucléaire et de missile.

Aujourd'hui Menem est poursuivie avec plusieurs membres de son cabinet, avec le juge et avec deux des procureurs, accusés d'obstruction à la justice et de cacher des éléments preuves de l'attentat de 1994.

L'organisation que je préside, le [Centre d'Études Légales et Sociales](#), représente un groupe de victimes de l'attentat. En 2005, le président de l'époque Néstor Kirchner a reconnu la responsabilité de l'État pour ne pas avoir empêché l'attentat avant, ni l'avoir résolu après.

Un accord a été signé dans lequel l'État s'est engagé à modifier la loi d'intelligence pour empêcher toute interférence avec la justice. Cela a pris presque une décennie pour que la veuve de Kirchner, qui dirige maintenant le pays, commence à tenir cet engagement.

En décembre, madame de Kirchner a semblé agir quant à la promesse de son défunt mari après avoir décapité la direction supérieure du Secrétariat d'Intelligence dans une tentative tardive de nettoyer *la casa* [nom familial donné à l'agence d'intelligence par ses agents].

La mort de Nisman peut avoir été un but tiré contre son camp ; plusieurs croient que le chef limogé des opérations d'intelligence, Antonio Stiuso, a nourri le document de Nisman et pourrait être impliqué dans sa mort.

Selon la plainte, le [Mémoire d'Entente entre l'Argentine et l'Iran](#) signé en janvier 2013 a facilité la dissimulation, dont l'objectif secret était de permettre l'acquisition de pétrole iranien, quelque chose de fortement improbable compte tenu de sa forte teneur en soufre, six fois plus élevée de celle permise par les raffineries argentines. Mais l'intention explicite du Mémoire était de permettre que le juge interroge les accusés iraniens et que soit créée une Commission Internationale de la Vérité, formée par de prestigieux juristes d'autres pays.

Signer un mémorandum avec l'illusion ingénue qu'un jour cela permettrait d'amener les accusés devant un tribunal, comme c'est arrivé avec les accusés libyens pour l'avion abattu sur Lockerbie en 1988, ne constitue pas un délit. Le

L'affaire Alberto Nisman : « Bride courte pour les espions argentins »

gouvernement argentin ignore qui sont les coupables mais il veut permettre que la justice les découvre.

La mort de Nisman et l'incertitude qui se prolonge sur l'attentat de 1994, ont mis en évidence les failles du système judiciaire argentin et sa relation de promiscuité avec les services d'intelligence.

Les réformes promises ne peuvent pas être repoussées. L'Argentine a besoin de davantage de transparence, de plus de contrôle sur les services d'Intelligence et l'interruption de liens inappropriés entre espions, juges et procureurs.

Madame de Kirchner a annoncé cette semaine la dissolution du *Secrétariat d'Intelligence* et la création d'une *Agence Fédérale d'Intelligence*. Cela est seulement le premier pas pour obtenir une justice pour les victimes de l'attentat de 1994 et pour la famille de Nisman.

Horacio Verbitsky pour [The New York Times](#), 28 janvier 2015.

[Página 12](#). Buenos Aires, 29 janvier 2015.

* **Horacio Verbitsky**. Ecrivain, chercheur et journaliste argentin. Il préside aujourd'hui le Centre d'études légales et sociales (CELS).

Traduit de l'espagnol espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, 30 janvier 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.